



Syndicats des finances publiques des Hautes Pyrénées.

90 % des salarié.e.s rejettent la réforme des retraites du gouvernement Macron-Borne.

72 % des français la rejettent.

60 % soutiennent un blocage du pays pour gagner le retrait de ce projet infâme.

- Tout le monde a compris et saisi son côté brutal, inégalitaire, injuste.
- Tout le monde a compris que rien ne justifie une telle injustice, pas même les 12 milliards de déficit annoncés à l'horizon 2027, tant il serait possible de combler ce déficit passer par d'autres mesures, maintes et maintes fois décrites, (augmentation légère des cotisations (+ 0,7 points), égalité salariale Femmes/Hommes, révision ne serait-ce que d'une partie des 157 milliards d'aides et exonérations de cotisations qui représentent désormais 31 % du budget annuel de l'Etat et dont bénéficient les entreprises (notamment les plus importantes à l'heure où profits et dividendes explosent).
- Tout le monde a compris que cette réforme c'est : "travailler plus pour gaver plus !"
- Tout le monde a compris que les 1200 € brut de pension minimale sont un leurre, tout le monde a compris que ce sont les plus précaires, les femmes aux carrières hachées etc.... qui paieront cette réforme de réduction d'espérance de vie en bonne santé.
- Tous les fonctionnaires ont compris que derrière cette réforme se profile également celle de la rémunération, de la montée en puissance des primes individualisées au mérite et de la perte de 10,75 % de pouvoir d'achat du point d'indice d'ici 2027.

Tout le monde a compris que le but de la réforme est de capter des milliards dans les dépenses sociales pour continuer à mener une politique au bénéfice des plus riches et des grands groupes.

ALORS POUR TOUTES CES RAISONS ET BIEN PLUS ENCORE :

LE 7 MARS TOUTES ET TOUS EN GRÈVE

LA FRANCE à L'ARRÊT

POUR EXIGER LE RETRAIT DE CETTE REFORME

A partir du 7 mars, dans les transports, la chimie, les raffineries, l'énergie, les ports et docks, le ramassage d'ordures à Paris etc...Des grèves reconductibles sont annoncées.

Partout, salariés du public et du privé, agents des finances publiques organisons-nous et décidons en assemblées générales des actions que nous mènerons pour rejoindre ces mouvements et contraindre le gouvernement à céder !

C'est bien la force du mouvement social, l'engagement de tous les salarié.e.s qui permettra d'obtenir le RETRAIT de ce projet et RIEN d'AUTRE !

AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES : A L'APPEL DE TOUTES LES ORGANISATIONS SYNDICALES DES FINANCES PUBLIQUES

**TOUTES ET TOUS EN GRÈVE MARDI 7 MARS 2023.
TOUTES ET TOUS A LA MANIFESTATION à TARBES.
BOURSE du TRAVAIL à 10 h 00.**

RÉFORME DES RETRAITES



DES LE 7 MARS

LA DGFIP À L'ARRÊT

Depuis le 19 janvier, la **mobilisation contre le projet de réforme des retraites s'amplifie**. Elle démontre que le **rejet de la réforme est partagé par l'immense majorité** des travailleuses et travailleurs de ce pays. Le soutien populaire, l'unité syndicale, les mobilisations fortes et inscrites dans la durée sont **des atouts pour gagner le retrait de cette réforme injuste, brutale et inutile**. Nous devons encore **monter d'un cran !**

UN CHOIX POLITIQUE

Cette réforme est un choix politique : celui de **réduire les dépenses publiques, et en particulier les dépenses sociales** allouées aux retraites, au détriment des salariés du privé et des fonctionnaires.

Elle **impacte les catégories populaires, les classes moyennes et les femmes**. Elle aggrave la **précarité en fin de carrière** et, d'une manière générale, **accentue les inégalités**.

D'autres choix de financement sont **possibles** et face à l'obstination du gouvernement nous devons **pour suivre et amplifier la mobilisation**.

L'ENSEMBLE DES MESURES ANNONCÉES SONT DES MENSONGES ET PARMI ELLES :

- Le dispositif **carrières longues** est profondément dégradé.
- Aucun progrès notable pour les **femmes**.
- Aucune mesure concrète sur la **pénibilité**.
- La **promesse des minimas** à 1200 € brut est un leurre et elle est très en deçà de nos revendications. 2 millions de retraités qui n'ont pas une carrière complète en seront exclus.

La focale mise par le gouvernement sur la **fin des « régimes spéciaux »** au titre de l'« équité » ne fait en réalité que concourir à un **nivellement par le bas**.

Dans les faits, nous sommes confrontés à une **palette de mesures d'austérités et de régressions sociales qui frappent aveuglément les salariés et les fonctionnaires** : carrières bloquées, point d'indice bloqué, pénibilité aggravée, inégalité des salaires

Femmes-Hommes, espérance de vie en bonne santé à la retraite diminuée... et le **gouvernement nous parle d'équité !**

UNE RÉFORME QUI AGGRAVE LES INÉGALITÉS POUR LES FEMMES

Le report de l'âge de départ en retraite et l'allongement de la durée de cotisations rajoutent une nouvelle pierre à l'édifice de réformes contre les femmes !

Elles sont **plus nombreuses à être sans emploi lors de leur départ en retraite**, ce qui dégrade le montant de leurs pensions.

En moyenne, une femme perçoit une **pension de droit direct de 40 % inférieure à celle d'un homme**, différence due aux **écarts de salaires persistants** entre femmes et hommes.

Les femmes subissent des **carrières incomplètes** du fait de la maternité ou parce qu'elles sont bien souvent les **aidantes familiales** (enfants, handicap, ascendants en perte d'autonomie).

FACE AUX MENSONGES DU GOUVERNEMENT ET SON ENTÊTEMENT À MAINTENIR SON PROJET COÛTE QUE COÛTE, L'INTERSYNDICALE APPELLE LES PERSONNELS DE LA DGFIP À SE MOBILISER DÈS LE 7 MARS ET À METTRE LA DGFIP À L'ARRÊT EN ÉTANT EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION.

